

Construire une opposition syndicale

vendredi 18 mai 2007, par [MEZZI Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mai 2007).

Les syndicats n'ont pas été visibles dans la confrontation présidentielle. Il y a maintenant urgence à construire une opposition sociale.

En 2002, le duo Chirac-Raffarin avait une faible légitimité politique, et il a vite perdu toute crédibilité (2004-2005). Avec Sarkozy-Fillon, le défi est d'une tout autre ampleur, car Sarkozy n'a pas caché ses projets et a déployé une formidable guerre idéologique pour les défendre. Il a imposé un volontarisme d'intervention politique attendu parmi ceux qui refusent le libéralisme de facture classique : laisser faire le marché, et effacer l'État. Avec Sarkozy, la bataille de mouvement sera quotidienne, avec des médias subjugués.

Face à cet adversaire, les forces de résistance sociale partent avec un handicap lourd : les confédérations syndicales n'ont pas préparé le terrain (*Rouge* du 3 mai/ [Syndicats et présidentielle : neutralité ou combat ?](#)) à une confrontation impitoyable des projets, dans les urnes ou dans la rue, sous prétexte d'indépendance, en réalité de confusion. Elles sont en retard d'une guerre idéologique et, pour certaines, déjà dans la révérence. La manière dont les salariés d'Airbus, à Nantes et Saint-Nazaire, sont abandonnés (FO majoritaire) est un très mauvais signe (lire page 5 : [Airbus : salariés virés, actionnaires choyés](#)), alors que la revendication des grévistes, avec l'assentiment évident d'une majorité du salariat, pouvait servir d'exemple.

La question sociale, imposée dans la bataille présidentielle, ne peut attendre. Il n'y a pas de muraille infranchissable entre le projet politique, sanctionné par le suffrage universel, et le débat social, dont la portée politique ne peut être éludée. Sauf à mettre le syndicalisme à la botte du pouvoir ou simplement le déléguer à négocier des miettes. L'indépendance du syndicalisme, ce n'est pas ce qui reste quand le pouvoir (et le patronat) ont déjà tout décidé, et c'est maintenant qu'elle va se vérifier. S'appuyer uniquement sur la loi de janvier 2007 sur le « dialogue social », obligeant le pouvoir à négocier avant de légiférer (ce que François Chérèque, de la CFDT, appelle la « méthode », pour lui « déterminante »), c'est s'accrocher à un fétu de paille. Sarkozy a prévenu : « *L'agenda syndical ne peut pas polluer l'agenda politique* », et son bras droit, Claude Guéant, met les points sur les « i » : « *Les syndicats [...] ne représentent que 8 % de salariés* », contre « *85% des Français qui se sont exprimés* » (*Les Échos*). En bon démocrate, il annexe tout le corps électoral ! Quant à François Fillon, il a déjà son idée sur la façon de dompter le syndicalisme au nom du suffrage universel : « *J'appelle les syndicats à constituer un pôle réformiste* » (avec la CFDT en tête), contre « *l'extrême gauche* » (*Les Échos* du 30 avril).

La campagne électorale s'est nourrie de luttes exemplaires (logement, Citroën). Il est donc possible de continuer la confrontation en passant à la pratique. L'opposition politique, à reconstruire, doit se doubler d'une opposition sociale, contrairement à ce que dit Bernard Thibault (*Le Monde* du 11 mai), qui se lie les mains en refusant d'être une « *force d'opposition a priori* ». Il s'agit, au contraire, de viser un front de résistance unitaire, social et politique, sans se laisser piéger par le calendrier du pouvoir, ni mettre les syndicats à la remorque des partis d'opposition. Un tel front pour la contre-

offensive ne se mettra pas en place en un claquement de doigts, mais il est urgent d'en défendre le projet. Avec un débat intersyndical public. Par exemple, sur le droit de grève menacé, une riposte strictement syndicale est insuffisante. Une bataille démocratique s'impose (syndicats, associations, partis) : ce droit ne se négocie pas.

Le « gagner plus » de Sarkozy est une supercherie, mais l'oreille des salariés l'a entendu. Une campagne syndicale pour le Smic à 1 500 euros dès juillet, ce qui veut dire aussi 300 euros pour tous, s'impose, avec un rendez-vous possible dans la rue. Travailler plus et gagner plus ? Les salariés à temps partiel imposé ne demandent que cela. Ce qui exige le droit de passer au contrat de travail à temps plein. Une vraie sécurité sociale professionnelle ? Elle se concrétiserait réellement dans un contrat à durée indéterminée renforcé, étendu à l'intérim, avec l'abolition de l'embauche en contrat précaire (CDD). Le maintien du contrat de travail, en cas de suppressions d'emplois inévitables, obligerait la branche patronale, et si nécessaire tous les employeurs en tant que groupe social, à payer les salaires jusqu'au reclassement équivalent. La confrontation présidentielle n'est pas terminée.

« DÉLIBÉRATION SOCIALE »

Ministères du Medef

Hasard ? Le jour où Sarkozy recevait les syndicats pour un « discours de la méthode », le Medef réunissait les « partenaires sociaux » pour faire le point sur les trois chantiers dits de la « délibération sociale », inaugurés à l'automne 2006 : contrat de travail, assurance chômage, sécurisation des parcours professionnels. La chose ahurissante est, en effet, qu'après la victoire du CPE, c'est le Medef qui a repris l'initiative... syndicale.

Aucune confédération n'a proposé de jeter les bases d'une délibération syndicale, sans le Medef, sur un front revendicatif commun. Laurence Parisot voulait aussi façonner le paysage de la « *France syndicale d'après* » le 6 mai, pour aboutir à « *un état des lieux partagés* ». La CGT avait réagi au caractère nauséabond de ce processus en expliquant, en novembre 2006, qu'elle n'était « *pas co-organisatrice de la démarche* » et qu'elle ne se rendrait qu'au « *cas par cas* » aux groupes de travail. L'un d'entre eux porte sur le « contrat unique », dont Laurence Parisot trouve qu'il est encore trop rigide : elle préfère la « *séparation à l'amiable* », comme le divorce.

Sur la « remise à plat » de l'assurance chômage, il est question de licencier en toute liberté, mais en taxant les entreprises (rapport Cahuc-Kramarz commandité par Sarkozy). Il est aussi question de diminuer le plafond des allocations chômage. Le minimum de respect pour les chômeurs, dont plus de 50 % ne sont pas indemnisés, serait de dénoncer ces groupes de travail, et de proposer la refonte de l'assurance chômage par des assises démocratiques, avec la participation des premiers intéressés.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2206 du 17 mai 2007.